



Déluge de menaces américaines contre l'Iran

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 13 mai 2008

[WSWS](#) 13 mai 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Lors d'une conférence de presse mardi, le président américain George Bush a rendu parfaitement claire la menace contre l'Iran, contenue dans le communiqué de la CIA, la semaine dernière, sur un prétendu réacteur nucléaire syrien. Tout en lançant un avertissement à la Syrie, et à la Corée du Nord qui selon le rapport aurait aidé à la construction du bâtiment, il a déclaré que les États-Unis « lançaient un message à l'Iran, et en fait au monde entier, concernant la déstabilisation que causerait une prolifération nucléaire au Moyen-Orient. »

Alors que Bush n'a pas expliqué en quoi consistait le « message », le contexte le rend parfaitement clair. En septembre dernier, des chasseurs israéliens avaient démolé ce bâtiment lors d'une agression délibérée, sans qu'il y ait eu provocation, qui aurait pu déclencher une guerre plus importante. L'administration des États-Unis, qui à n'en pas douter avait donné le feu vert à l'attaque, a fait état la semaine dernière d'informations non corroborées impliquant que ce bâtiment abritait un réacteur inachevé et que la Syrie essayait de construire une arme nucléaire. La menace implicite contre Téhéran est la suivante : les États-Unis et Israël sont également prêts à détruire des installations iraniennes.

Aucune des informations américaines et israéliennes rendues publiques la semaine dernière n'implique Téhéran dans le projet de réacteur nucléaire attribué à la Syrie. Alors, pourquoi réserver un commentaire spécifique à l'Iran ? En ce qui concerne la prolifération nucléaire, Israël est le seul pays de la région qui ait un stock d'armes nucléaires, et les alliés des États-Unis dans la région — l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Turquie — ont tous annoncé des projets de réacteur nucléaire. En nommant l'Iran, Bush a non seulement souligné l'hypocrisie de sa position, mais il a aussi confirmé que Téhéran figurait en tête de liste des cibles américaines.

Le « message » envoyé à l'Iran est arrivé le jour même où un second porte-avions américain, l'USS Abraham Lincoln, arrivait dans le golfe Persique, accompagné d'une flottille comprenant deux destroyers lance-missiles, l'USS Momsen et l'USS Shoup. L'USS Harry Truman a quitté le Golfe, mais il reste dans la zone couverte par l'US Central Command [Commandement interarmées de combat] qui englobe le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Le secrétaire à la défense, Robert Gates, a minimisé le déploiement en disant qu'il était prévu depuis longtemps. « Je ne pense pas que nous aurons deux porte-avions là-bas pendant une longue période. Donc, je ne le considère pas comme une escalade », a-t-il dit, mais il a ajouté d'un ton plein de sous-entendus que cela pouvait être vu comme un « rappel » adressé à l'Iran. Vendredi dernier encore, le président du Comité des chefs d'états-majors interarmées, l'amiral Michael Mullen, a qualifié Téhéran d'« influence de plus

en plus mortelle et pernicieuse » en Irak et a insisté sur le fait que « ce serait une erreur [pour l'Iran] de penser que nous sommes à court de capacités de combat ».

Le potentiel des États-Unis à créer une provocation maritime dans le golfe Persique a été mis en lumière en janvier lorsque l'administration Bush a délibérément exagéré une rencontre entre des navires de guerre américains et des hors-bord iraniens. En s'appuyant sur un compte-rendu américain très douteux de l'incident, le président Bush a accusé l'Iran d'un « acte de provocation » et l'a averti des « conséquences dangereuses » si des navires de guerre américains étaient attaqués.

Vendredi dernier, une équipe de la sécurité maritime américaine à bord d'un navire de transport — le *Westward Venture*, engagé par les États-Unis — a effectué des tirs d'avertissement sur deux bateaux non identifiés qui approchaient du navire. Les bateaux ont quitté la zone après ce que la marine américaine a décrit comme « quelques rafales » de mitrailleuses. Plus tôt ce mois-ci, l'armée américaine avait affirmé que trois petits bateaux iraniens avaient approché l'USS *Typhoon* « d'une manière menaçante », l'un d'eux jusqu'à moins de 200 mètres, avant d'être rappelés. Les autorités iraniennes ont rejeté les allégations américaines.

Les remarques de Mullen sur « l'influence mortelle et pernicieuse » de Téhéran en Irak constituent une autre allégation américaine sans fondement, régulièrement recyclée comme prétexte possible pour une attaque contre l'Iran. Alors que Washington accuse l'Iran d'armer et d'entraîner de prétendus groupes spéciaux pour qu'ils attaquent les troupes américaines et irakiennes en Irak, les seules preuves rendues publiques à ce jour consistent en un étalage d'armes de facture iranienne, prétendument fournies par la force Al-Quds des Gardiens de la révolution iraniens (GRI).

Plusieurs journaux américains ont déjà rapporté que le commandant américain en chef en Irak, le général David Petraeus, a ordonné la constitution d'un nouveau « dossier » sur les interférences iraniennes en Irak. Cependant, d'après ce qui est décrit, les nouvelles preuves ne seront pas plus concluantes que les anciennes, un étalage d'armes de facture iranienne récente qui prouvent difficilement l'implication du régime iranien dans une région inondée par les marchés d'armes illégales.

Il a été annoncé la semaine dernière que le général Petraeus remplacera l'amiral William Fallon en tant que chef de l'US Central Command. Fallon avait démissionné le mois dernier après avoir fait montre de son opposition à peine voilée aux menaces d'action militaire répétées de l'administration Bush contre l'Iran. Petraeus, qui a joué un rôle essentiel dans la stratégie américaine des « renforts » (*surge*) en Irak, a mis en évidence son attitude belliciste lorsqu'il a admis pendant un témoignage devant le congrès au début du mois que l'Iran était « responsable de la mort de centaines de soldats américains ».

Vendredi dernier, *Asia Times* a rapporté que Petraeus tenait en fait le rôle de chef du Central Command depuis des mois. Il s'est rendu dans cinq pays du Moyen-Orient depuis septembre dernier, — la Jordanie, le Koweït, Bahreïn, la Turquie et les Émirats arabes unis — une tâche qui aurait normalement dû être accomplie par Fallon.

Un concert de menaces

Les États-Unis émettent un concert croissant d'accusations et de menaces contre l'Iran à tout propos, depuis ses « ingérences » en Irak et son hypothétique programme d'armes

nucléaires jusqu'aux liens de Téhéran avec des groupes comme l'organisation chiite libanaise du Hezbollah et le groupe palestinien Hamas, qui sont considérés par Washington comme des « terroristes. » Tout le monde dans l'administration Bush et au Pentagone semble chanter le même refrain.

Dimanche, en Irak, le porte-parole de l'armée américaine, le contre-amiral Patrick Driscoll a accusé à nouveau l'Iran d'armer et d'entraîner des groupes qui tiraient des roquettes depuis les lotissements de Sadr City à Bagdad. Sans avancer l'ombre d'une preuve, il a déclaré : « Les Iraniens continuent à entraîner les Irakiens et à financer leurs réseaux et cela va continuer à se développer avec le temps... Donc, avec le temps, s'ils poursuivent cette activité cela va créer une plus grande influence et cela va mener à plus d'interférences dans les affaires internes de l'Irak. »

Lundi, le directeur de la CIA, Michael Hayden, a évoqué le spectre d'une Syrie disposant de l'arme nucléaire pour justifier le raid israélien de septembre dernier. Aucune preuve concluante n'a été rendue publique qui démontrerait que le bâtiment détruit était un réacteur, ou qu'il était près d'être achevé. La CIA n'a pas expliqué où Damas irait se fournir en combustible nucléaire, ni n'a fourni de preuves de ce que la Syrie voulait construire une bombe. Pourtant, selon Hayden, « au terme d'une année de fonctionnement [après qu'ils aient alimenté le réacteur en combustible] ils auraient produit assez de plutonium pour une ou deux armes ». La remarque ne visait pas tant la Syrie que l'Iran, qui a refusé de se plier aux exigences américaines de fermer ses installations d'enrichissements d'uranium et de mettre fin à la construction d'un réacteur de recherche.

Le même jour, dans un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur américain Zalmay Khalilzad a demandé à nouveau que « l'Iran et la Syrie... arrêtent l'afflux d'armes et de combattants étrangers en Irak, et leur influence pernicieuse en Irak ». Il a répété les allégations selon lesquelles la force Al-Quds persistait « à armer, entraîner et financer des groupes armés illégaux en Irak », déclarant : « cette aide mortelle fait peser une menace sérieuse sur les forces irakiennes et multinationales et sur la stabilité et la souveraineté de l'Irak ».

Mardi, dans des remarques adressées au Comité juif américain, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a apporté un soutien complet au refus israélien de négocier avec le Hamas, déclarant « A notre plus grande inquiétude, les dirigeants du Hamas servent de plus en plus de combattants de l'ombre à un régime iranien qui déstabilise la région, cherchant à obtenir une capacité nucléaire et proclamant le désir de détruire Israël. » Elle s'en est prise à une « ceinture de l'extrémisme » qui s'étendrait du Hamas et du Hezbollah à l'Irak et l'Afghanistan, qui serait « soutenue principalement par l'Iran et dans une certaine mesure par la Syrie, mais particulièrement l'Iran ». Elle a prévenu que « [Cela] donne à ce conflit une dimension régionale qu'il n'avait pas auparavant ».

Mercredi, le département d'État américain a publié un rapport classant l'Iran comme le « plus actif » et le « plus important » des États qui soutiennent le terrorisme. Tout en mentionnant aussi la Syrie, la Corée du Nord, Cuba et le Soudan, le rapport souligne le soutien allégué de l'Iran au « terrorisme », affirmant qu'il visait à « dissuader les attaques américaines ou israéliennes, faire diversion et affaiblir les États-Unis, augmenter l'influence régionale de l'Iran par l'intimidation, et aider à expulser les États-Unis hors du Moyen-Orient ».

Le déluge croissant de la propagande américaine ressemble à s'y méprendre aux

mensonges utilisés pour justifier l'invasion de l'Irak en 2003. La technique du mensonge le plus gros, la répétition sans fin d'accusations non fondées comme s'il s'agissait de faits, est à nouveau employée. Un dossier de la CIA sur le réacteur nucléaire de la Syrie doit être suivi par un autre sur les interférences iraniennes en Irak. Les alliés de droite de l'administration Bush et qui se font entendre, proclament déjà que la Maison-Blanche doit répliquer à cette « guerre par personnes interposées » de l'Iran contre les États-Unis en Irak.

Des plans de guerre sont en train d'être dépoussiérés et refaits. Lors de ses commentaires de vendredi dernier, le président du Comité des chefs d'états-majors interarmées, l'amiral Michael Mullen, a révélé que le Pentagone dressait des plans pour « de potentiels programmes d'actions militaires » contre l'Iran. Un article dans le *New York Times* de samedi relatait que « l'administration Bush a, en fait, envisagé d'attaquer les camps d'entraînement, les abris et les dépôts d'armes en Iran » utilisés pour entraîner les insurgés irakiens. Le journal affirmait que les raids américains contre l'Iran étaient hors de question « pour l'instant ».

CBS News a cependant publié mardi un rapport qui fait froid dans le dos, indiquant que le délai pour des raids sur l'Iran pouvait être assez court. Citant un officier américain resté anonyme, l'article affirmait que le Pentagone avait donné des ordres pour développer de nouvelles options pour attaquer l'Iran. Il a ajouté : « Les cibles comprendraient tout ce qui va des usines où sont fabriquées les armes aux quartiers généraux de l'organisation qui se fait appeler la Force Al-Quds qui dirige les opérations en Irak. »

Selon *CBS* : « plus tard dans la semaine, le premier ministre irakien Nouri al-Maliki doit présenter aux Iraniens des preuves de leurs ingérences et en demander la fin. Si cela ne produisait aucun résultat, le département d'État a commencé à élaborer un ultimatum ordonnant aux Iraniens d'y mettre fin – sinon... »

Un porte-parole du Pentagone a officiellement rejeté ce rapport. Pourtant, il ne fait aucun doute que la campagne de propagande actuelle contre l'Iran indique la suite des événements : le risque que l'administration Bush lance une nouvelle guerre d'agression criminelle au Moyen-Orient dans une folle tentative d'asseoir les intérêts économiques et stratégiques américains dans cette région riche en ressources énergétiques.

Article original en anglais, *WSWS*, paru le 1er mai 2008.
Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Peter Symonds](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca